

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE  
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

**SECRETARIAT EXECUTIF**

**PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES  
( PM/GRN )**

**RAPPORT D'EXECUTION TECHNIQUE  
DU PROGRAMME DE TRAVAIL  
1999**

**Mai 2000**

# **PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

## **CONTEXTE AYANT FORTEMENT MARQUE LE PROGRAMME DE TRAVAIL 1999**

L'année 1999 faisant suite à l'année 1998 marquée par trois faits majeurs qui n'ont pas été sans influence sur les activités des Projets du Programme Majeur GRN.

- Intenses activités de réflexion stratégique pour la préparation et l'élaboration du plan triennal 1999-2001.
- Réorganisation du Centre de Gestion démarrée au dernier semestre de l'année 1998 pour s'achever en 1999.

Aussi, les différents Responsables et Experts des Projets du Programme Majeur, tout en exécutant les programmes de travail retenus, ont apporté des contributions, à des degrés divers, à ces activités d'intérêt général et ont contribué à la réflexion qui a abouti à l'organisation du Programme Majeur en Unités Opérationnelles.

Aussi, en 1998, le programme de travail avait été exécuté par les différents Projets (PADLOS, PASP, PRS ...), considérés à l'époque comme des entités autonomes avec une autonomie de gestion tandis qu'au cours de l'année 1999 la réorganisation en Unités et la mise en œuvre de l'approche programme ont été lancées :

- La Coordination Générale des 2 Programmes Majeurs et l'ordonnancement de leurs dépenses sont désormais assurés par un Coordonnateur Général en lieu et place des différents Chefs de Projets qui étaient tous des ordonnateurs délégués.
- Chaque PM est animé par un Responsable de PM. Des Unités Opérationnelles, ayant à leur tête des Chefs d'Unités, assurent l'exécution des activités concrètes du Programme Majeur.

Ainsi, le PM/GRN a été organisé autour de 4 Unités Opérationnelles correspondant aux 4 résultats retenus dans le plan triennal 1999-2001 pour le Programme Majeur GRN:

- Unité de Développement Local (UDL)
- Unité ASP
- Unité SERN
- Unité Energies

Aussi, le présent document synthétise les réalisations au cours de l'année 1999 dans le cadre des Résultats du programme Majeur, analyse les impacts, les acquis et les points de faiblesse à corriger.

## **1. RESULTAT 1: DES APPUIS POUR LA FORMULATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACTIONS DE GRN/LCD SONT APPORTES AU NIVEAU SOUS-REGIONAL ET NATIONAL**

Le plan triennal 1999-2001 a identifié dans l'atteinte des résultats de son Programme Majeur GRN deux activités principales qui ont été attribuées à l'UASP que sont :

- D'appuyer les Etats membres du CILSS à l'élaboration et la mise en œuvre de leur Programme d'Action de GRN/LCD ;
- D'élaborer et mettre en œuvre le Programme d'Action Sous-Régional de GRN/LCD.

Dans le cadre de ces deux activités principales diverses sous-activités ont constitué le Programme d'action 1999 adopté par le CTG d'octobre 1998 pour l'Unité d'appui aux stratégies et politiques en GRN.

Aussi, l'Unité s'est attelée au cours de l'année 1999 à leur mise en œuvre ainsi qu'à une participation plus accrue dans la zone non CILSS mais relevant de la sous-région ouest-africaine pour une harmonisation et une vision commune de la nécessité d'une gestion rationnelle de nos ressources naturelles.

L'Unité a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité Suivi-évaluation GRN ainsi que l'Unité de Développement Local pour renforcer la synergie au sein du PM/GRN ;

Il est également important de noter que le personnel de l'Unité est issu de l'ex-projet "PASP" et que l'UASP et l'USE ont partagé durant l'année 1999, les mêmes locaux et les mêmes moyens matériels et logistiques; la décision de détacher l'expert en suivi-évaluation de l'ex-PASP dans l'Unité de suivi-évaluation étant intervenue en cours d'année, alors qu'il avait déjà en charge des dossiers liés à l'application de la Convention.

### ***1.1. Appui à l'élaboration des PAN***

Quatre pays sur les neuf que compte le CILSS disposent déjà de leur PAN (Burkina Faso, Cap Vert, Mali, Sénégal) et trois autres disposent de projets de PAN prêts à être validé par un forum national (Mauritanie, Niger, Tchad). La plupart des observateurs reconnaissent que l'élaboration des PAN au Sahel a respecté dans la plupart des pays, les principes de participation, d'itération et de vision intégrée des problèmes. Dans les quatre pays qui ont déjà un PAN notamment, des efforts ont été consentis pour associer étroitement la communauté des donateurs et les partenaires de coopération à l'élaboration de ces PAN.

L'Unité USAP n'a pas été un acteur direct de ces PAN dont la responsabilité et le mérite reviennent d'abord aux pays concernés; mais elle a joué un grand rôle dans l'atteinte des résultats notamment par des :

- outils méthodologiques et didactiques qu'il a développés et mis à la disposition des acteurs ;
- échanges d'expériences et d'idées qu'il a favorisés entre les ONC, entre les ONG et entre les ONC et les ONG ;
- appuis financiers catalytiques qu'il a apportés aux ONC et à certaines ONG;

- appuis techniques consentis aux Etats membres du CILSS directement par ses experts ou par des consultants.

*Un des meilleurs indicateurs du rôle joué par le projet et de l'Unité USASP à partir de 1999 et de son utilité est le fait qu'en dehors des quatre pays sahéliens déjà cités, les pays africains qui disposent d'un PAN sont: la Tunisie et la Namibie. Dans le cas de la Tunisie le PAN est davantage le fait de techniciens que le résultat d'une large concertation des populations. Dans le cas de la Namibie, le PAN est la résultante d'un programme ancien conduit dans le cadre de la gestion du désert de Kalahari.*

## **1.2 - Elaboration du PASR**

Le PASR de la sous-région a été approuvé techniquement et politiquement en Mai 1999. Il est certes le fruit des efforts de tous les acteurs de la sous-région, mais il est fortement marqué par le projet PASP qui en a été le principal pilote et maître d'œuvre. C'est un mérite pour le projet d'avoir pu conduire à son terme le processus de préparation du PASR. Dans le rapport sous-régional à la COP-3, les acteurs de la sous-région relèvent à ce sujet ce qui suit : "Le Programme d'Action Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et le Tchad est une grande première dans la sous-région. Jamais une initiative du genre n'a provoqué un engouement semblable et un engagement sans équivoque de tous les acteurs sous-régionaux. Le résultat n'était pas si évident au démarrage du processus, car le respect strict des trois principes fondamentaux de la CCD à savoir la participation, le partenariat et la coordination était, dans le contexte de morcellement du paysage institutionnel ouest-africain (plus de vingt organisations intergouvernementales), un défi quasi insurmontable. Cela explique d'ailleurs les lenteurs constatées dans l'exécution de la phase préparatoire et certaines des insuffisances relevées".

À l'occasion de cet exercice, l'expertise du CILSS en matière de lutte contre la désertification et les effets néfastes de la sécheresse a été reconnue par toutes les organisations sous-régionales et par l'ensemble des pays de la sous-région Afrique de l'Ouest (pays membres de la CEDEAO et du CILSS). Pour de nombreux pays non membres du CILSS, cette organisation est une référence et des sollicitations diverses parviennent au niveau des Unités ; sollicitations qu'il ne pouvait malheureusement pas honorer du fait que pour certains partenaires, les conventions de financement signées avec le CILSS ne peuvent pas être utilisées pour des activités qui se déroulent en dehors de la zone CILSS.

Néanmoins, avec l'effort du Secrétariat Exécutif de la CCD et d'autres partenaires, des appuis ponctuels sont apportés à ces pays.

Au cours de la COP-3, l'ensemble des pays de la sous-région a félicité le CILSS pour son appui technique

### **1.3 – Les résultats obtenus**

Au cours de l'année 1999, les résultats suivants ont été obtenus :

- 14 des 17 pays de l'Afrique de l'Ouest ont élaboré et soumis leur rapport national au Secrétariat de la CCD avec l'appui technique du CILSS ;
- le Burkina Faso, avec l'appui technique du CILSS, a adopté son PAN et vient s'adoindre aux trois autres pays ayant adopté les leur ;
- le PASR GRN/LCD a été adopté techniquement par le CSRC et politiquement par les Ministres et les Chefs d'Etat de la sous-région ;
- le lancement officiel du projet transfrontalier « Le Béli » et la mise en place du dispositif organisationnel nécessaire à son exécution ;
- le démarrage des travaux des groupes thématiques du PASR en vue de définir leur programme d'intervention et la recherche de financement

### **1.4 - Effets / impacts des activités**

#### **i - Au niveau du PAN/LCD**

Quatre pays membres du CILSS dispose de leur PAN et trois ont leur avant-projet (Niger, Tchad et Gambie).

Un pays non membre du CILSS (Bénin), avec l'appui technique du CILSS, dispose de son PAN ;

Comparativement aux autres sous-régions africaines, on a :

- Un (1) pays en Afrique du Nord,
- Un (1) pays en Afrique Australe,
- Un (1) pays en Afrique de l'Est,
- Zéro (0) pays en Afrique Centrale.

#### **ii - Au niveau du PASR**

La région ouest-africaine dispose du PASR qui a suivi les différentes étapes de son élaboration en étroite collaboration avec l'ensemble des catégories d'acteurs, conformément au principe de la Convention.

Le document est adopté par les Chefs d'Etat qui ont reconnu sa pertinence dans la GRN pour la sous-région.

#### **iii - Au niveau des villages pilotes transfrontaliers**

L'ensemble des projets formulés a reçu des financements pour la phase pilote. Le lancement est effectif pour le projet « Le Béli ».

## **1.5 – Faiblesses et acquis de l’Unité**

L’Unité, dans la mise en œuvre des activités, en 1999 a connu des insuffisances ou faiblesses qu’il convient de combler mais aussi accumulé des acquis majeurs à consolider dans les exercices futurs.

### **i - Parmi ces insuffisances, l’on notera celles intéressantes :**

- Les réflexions sur les articulations concrètes entre les quatre niveaux de mise en œuvre de la Convention (niveau local, niveau national, niveau sous-régional et niveau régional) n’ont pas été suffisamment menées, de même que la capitalisation des résultats du PADLOS pour la mise en œuvre de la convention au niveau local (villageois). Cela est capital pour assurer la cohérence d’ensemble et la complémentarité des actions à développer.
- La réflexion sur la stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PASR. Cela a eu pour conséquence la démobilisation des partenaires au développement autour du PASR. Il y a urgence pour le CILSS d’engager rapidement des études sur des mécanismes de financement à mettre en place.
- La viabilité de l’action du CILSS :

L’Unité a conduit de nombreuses activités, participé à de nombreuses réalisations, apporté d’importants appuis techniques aux pays; mais ces différents efforts ont manqué de visibilité, car faiblement documentés. Il est important que le projet ou les unités qui ont pris sa relève développent des initiatives pour non seulement exploiter le bulletin d’information de l’institution “Reflets sahéliens”, mais aussi, pour :

- publier ses réflexions et les résultats de ses activités,
  - confectionner des supports attrayants pour les outils qu’ils développent,
  - tirer profit des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l’information et de la communication.
- La mise en place tardive des financements :

L’essentiel des activités de l’Unité s’est réalisé sur financements exceptionnels (Secrétariat de la CCD, UNSO, FIDA, Mécanisme Mondial), une bonne partie des financements des partenaires traditionnels ayant été mise en place tardivement.

- L’élaboration du document du PASR et celle du rapport sous-régional à la COP-3 a montré l’importance et l’intérêt pour le CILSS d’utiliser beaucoup plus les compétences internes pour la production de certains rapports d’importance stratégique, plutôt que celles de consultants.
- La prise en compte des conclusions de la réunion ministérielle sur le PASR.

Le CILSS, pour continuer à être crédible dans la sous-région, aurait intérêt à prendre en compte les conclusions de la réunion ministérielle d’approbation

du PASR dans ses futurs programmes et projets, notamment les domaines prioritaires d'intervention retenus.

## **ii - Au titre des acquis on notera les points suivants :**

- le CILSS est reconnu par ces pairs OIG comme partenaires incontournables dans la sous-région ;
- l'expertise du CILSS est appréciée dans tous les pays de la sous-région ; même ceux non membres du CILSS qui reconnaissent l'organisation comme institution pouvant les aider dans l'élaboration des politiques GRN/LCD ;
- au niveau régional, le CILSS est chef de file d'un groupe thématique du Programme Régional Afrique en GRN/LCD.

## **2. RESULTAT 2 : DES APPUIS POUR L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES CADRES LEGISLATIFS, INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS POUR UNE GESTION PARTICIPATIVE ET DECENTRALISEE DES RESSOURCES NATURELLES SONT APPORTES AUX PAYS SAHELIENS**

Placée sous le signe de l'approche programme et de l'opérationnalisation de la vision Sahel 21, la mise en œuvre du programme de travail 1999 s'est effectuée de manière satisfaisante au niveau de l'Unité d'appui au Développement Local.

Après des difficultés de démarrage inhérentes à toute entreprise du genre et liées à des départs au niveau du personnel, l'Unité s'est rapidement mise au travail et a même atteint une vitesse de croisière au cours de l'année.

### **2.1 - Les enseignements de la période 1995 - 1998**

#### **2.1.1 -Rappel des objectifs et des résultats attendus du PADLOS**

Suite au mandat qui lui a été confié lors de la Conférence Régionale sur la problématique foncière et la décentralisation (Praia, juin 1994) de rendre opérationnelle pour les Etats, la société civile et les partenaires au développement les orientations essentielles dégagées par cette conférence, le CILSS a mis en place le Projet d'Appui au Développement Local au Sahel (PADLOS) avec pour objectif de contribuer à la création d'un environnement législatif et institutionnel favorable à une gestion démocratique, décentralisée et participative des ressources naturelles au Sahel.

Les résultats attendus du PADLOS étaient les suivants :

- ↳ les producteurs ruraux sont organisés et jouent un rôle formel dans les prises de décision relatives aux actions les concernant;
- ↳ les pays disposent des connaissances permettant l'adaptation et un changement qualitatif des textes législatifs et réglementaires;
- ↳ les processus de décentralisation sont renforcés;

- ↳ la participation des groupes spécifiques (femmes, jeunes, éleveurs) aux débats nationaux et au progrès économique est facilitée

## **2.1.2 -Les acquis du PADLOS**

L'action du PADLOS au cours de la période 1995 - 1998 a été très remarquable. Parmi les acquis les plus significatifs du PADLOS, on peut noter :

- **Dans le domaine de l'appui aux organisations paysannes**
  - la création de la Plate forme des organisations paysannes du Sahel en avril 1996 et son positionnement sur l'échiquier institutionnel sahélien;
  - la mise en place de plates formes nationales paysannes au niveau de l'ensemble des pays membres du CILSS;
  - l'amélioration des capacités de la plate forme en tant que représentant des intérêts des producteurs et en matière de planification et de négociation;
- **Au titre de l'adaptation et du changement des textes législatifs et réglementaires**
  - la facilitation des échanges d'expérience et de concertation entre les différents acteurs du foncier des pays membres du CILSS;
  - une capitalisation et une amélioration des connaissances sur la situation foncière au niveau de la sous - région à travers des études de cas, une analyse des profils fonciers des pays, etc.;
  - le développement d'outils et méthodes en vue de répondre aux exigences de la sécurisation foncière comme les observatoires du foncier
- **S'agissant de l'appui aux politiques de décentralisation**
  - une capitalisation des expériences sur la gestion décentralisée des ressources naturelles au Sahel et la création de capacités locales;
  - une facilitation d'échanges d'expériences et de concertation entre les différents acteurs concernés par la décentralisation tant au plan national que régional;
  - une promotion de la politique de décentralisation notamment à l'occasion de la 12ème journée du CILSS célébrée en 1997 sous le thème de "Décentralisation et Développement Local au Sahel";
  - la prise en compte des ressources naturelles comme composante importante dans l'élaboration des politiques de décentralisation
- **Quant à la participation des groupes spécifiques**
  - la création du Réseau des Femmes Sahéliennes (REFESA) en septembre 1997 à Banjul;
  - la mise en place de réseaux nationaux dans l'ensemble des pays membres du CILSS et leur mobilisation pour la défense des intérêts des femmes;
  - une meilleure connaissance de la situation de la femme et de son rôle et place dans la gestion des ressources naturelles

- une meilleure prise en compte de l'importance des femmes et des autres groupes spécifiques dans l'élaboration des stratégies et programmes de développement au Sahel.

### **2.1.3 Les difficultés rencontrées au cours du plan triennal 1995 - 1998**

Les difficultés rencontrées au cours de la période 1995 – 1998 ont essentiellement intéressé, entre autres, les aspects suivants :

- les difficultés de mobilisation des ressources financières liées notamment à la question des pièces justificatives,
- la faible assise de nombre d'organisations socio - professionnelles et leur propension à vouloir tout attendre du CILSS;
- l'absence de mécanismes de suivi - évaluation.

### **2.2 - Etat d'exécution des activités 1999**

Suivant le plan triennal 1999-2001, le résultat assigné à l'Unité de Développement Local est le suivant : « Des appuis pour l'élaboration des cadres législatifs institutionnels et organisationnels pour une gestion participative et décentralisée des ressources naturelles sont apportés ».

La poursuite de ce résultat a été menée au cours de cette première année du nouveau plan triennal à travers 5 axes d'intervention :

- ⇒ ***Appuyer la mise en place des observatoires du foncier en matière de GRN***
- ⇒ ***Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires GRN***
- ⇒ ***Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation***
- ⇒ ***Renforcer les capacités des acteurs***
- ⇒ ***Recherche en communication participative***

#### **2.2.1. – Mise en place des observatoires du foncier**

Le dossier sur la mise en place d'observatoires nationaux du foncier a été ouvert à la suite du Colloque international sur le foncier tenu à Saint Louis (Sénégal) en avril 1997 qui a recommandé cette idée comme étant un cadre privilégié pour aborder l'épineuse question foncière dans la sous-région. La première expérience de mise en place d'un observatoire en foncier a démarré au Tchad en 1998.

Il s'est surtout agi au cours de cette année 1999 de développer l'expérience commencée au Tchad et de l'amplifier dans un nombre de pays qui ont emboîté le pas, en l'occurrence le Burkina Faso et le Niger.

Ainsi :

**Au Tchad**, les réalisations ont notamment porté sur :

- ◆ La finalisation du projet de décret portant création de l'observatoire du foncier au Tchad en vue de son adoption par le Conseil des Ministres ;

- ◆ L'élaboration du plan d'action de l'observatoire ;
- ◆ l'organisation de la table ronde de financement de l'observatoire qui a eu lieu à N'Djaména le 04 novembre 1999.

**Au Burkina Faso et au Niger**, des avant-projets de document d'observatoire ont été élaborés. Mais par la suite, les avancées ont été peu significatives à cause notamment de certaines contraintes de coordination (nécessité d'harmonisation avec d'autres initiatives similaires pour le cas du Burkina Faso, question d'approche pour le cas du Niger).

#### **2.2.2- Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires en matière de GRN**

L'appui à la réforme des textes législatifs et réglementaires relatifs à la GRN pour les adapter au nouveau contexte marqué par la démocratisation et la décentralisation demeure un des axes fondamentaux de l'intervention de l'Unité.

Le démarrage du plan triennal 1999-2001 a été marqué dans le domaine par le lancement d'une importante étude de synthèse analytique des textes législatifs et réglementaires régissant la décentralisation et la Gestion des Ressources Naturelles. Cette étude a été engagée au niveau de l'ensemble des pays membres exception faite de la Guinée-Bissau où elle le sera dès que les conditions le permettraient.

Certains pays ont d'ores et déjà déposés leur rapport après une validation au niveau national. Pour les autres, l'étude est en cours.

Il est prévu de procéder à une synthèse régionale dès que l'ensemble des rapports des pays seraient disponibles.

Au titre de cet axe, deux autres activités plus circonscrites ont été entamées. Il s'agit notamment :

→D'une étude sur la problématique foncière au niveau des périmètres irrigués au Mali : cette étude a été initiée à la demande du Gouvernement de la République du Mali. En raison de l'importance du thème et de son caractère commun, il est prévu d'en partager les résultats avec l'ensemble des pays.

Les termes de référence de l'étude ont été élaborés de manière participative avec les différentes structures maliennes concernées par la question et avec des experts du LTC qui appuieront techniquement la réalisation de l'étude. Il a été également tenu compte d'autres études qui ont été réalisées au Mali en la matière par l'USAID et la Banque Mondiale.

Un protocole d'appui entre le Gouvernement du Mali et le CILSS est en cours d'élaboration ; la mise en œuvre effective de l'étude interviendra dès la signature de ce protocole.

→D'une étude sur la problématique de l'accès de la femme au foncier au Tchad dont les termes de référence ont été élaborés de manière participative avec la partie tchadienne.

### **2.2.3. Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation**

Dans ce domaine, au cours du nouveau plan triennal, l'accent sera particulièrement mis d'une part sur la réflexion stratégique concernant les aspects les plus critiques de la décentralisation au Sahel en l'occurrence le financement du développement local et le renforcement des capacités locales et d'autre part sur des axes d'intervention où le CILSS de par sa position est à même d'apporter une plus value substantielle.

Ainsi, les activités réalisées ont notamment porté sur :

- ↳ La réalisation d'une étude sur la mise en place d'un réseau d'appui à la décentralisation au Sahel
- ↳ L'organisation d'un atelier régional sur la mobilisation des ressources locales aux Sahel tenu à Bamako en juin 1999. Ce atelier organisé en rapport avec un institut américain, Research Triangle Institute (RTI).

### **2.2.4. Renforcer les capacités des acteurs**

Le nouveau plan triennal accorde une importance capitale au renforcement des capacités des acteurs y compris les différents réseaux (Plate-Forme Paysanne, Réseau des Femmes Sahéliennes, Coordination des Jeunes) pour la création desquels le CILSS a consenti de grands efforts.

Au cours de l'année, les activités réalisées dans ce domaine ont notamment porté sur :

- ↳ Un appui institutionnel et organisationnel à la Plate-Forme Paysanne et au REFESA ; dans ce cadre, il a été notamment organisé des missions d'appuis qui ont concerné la plupart des pays membres afin de faire le point sur l'évolution des différents réseaux et dégager avec eux des axes de solutions pour faire face aux contraintes qu'ils connaissent. Et suite à ce point, un appui a été fourni pour l'organisation de la réunion statutaire du REFESA qui s'est tenue à Banjul du 16 au 18 novembre 1999 tandis qu'un atelier de bilan et perspectives de la plate-Forme Paysanne a été programmé pour le début de l'année 2000.
- ↳ L'organisation d'ateliers de restitution de l'étude sur le thème « Décentralisation et création de capacités locales en Afrique de l'Ouest (PADLOS-Education) au Burkina Faso, au Tchad et en Gambie.

Les objectifs de ces restitutions sont de valider l'étude et de dégager des implications pratiques à prendre en compte au niveau des différents acteurs concernés par la question.

- ↳ La participation à l'atelier de replanification des activités du PRASET au cours duquel des axes ont été définis pour un appui de l'Unité au Mouvement Associatif National dans les pays membres du CILSS.

## 2.2.5. Recherche/action en communication participative

Le projet communication participative s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la désertification au Sahel. Il repose sur l'idée que la plupart des stratégies de communication utilisées dans le cadre de la lutte contre la désertification, mettent l'accent sur la diffusion d'informations et de messages de persuasion et de mobilisation. Ces actions n'ont que peu d'impacts réels sur la participation à des actions de développement concrètes par les communautés touchées au premier chef par le fléau ; d'où l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative en appui à des actions de lutte contre la désertification au Sahel.

L'année 1999 a été surtout marquée par le démarrage effectif des activités du projet notamment avec l'atelier de planification du Tchad. Dans le détail, les activités se présentent comme suit :

### i - Identification des sites du projet (avril 1999)

Après le gel du projet au Cap Vert, une réunion de travail avec notamment le représentant du CRDI (M. Guy Bessette) en février 1999 a recommandé la réorientation du projet vers d'autres pays et l'accélération des contacts avec le Tchad pour le démarrage effectif du projet. Une mission de prospection a donc eu lieu en avril 1999 avec le consultant chargé de l'élaboration de la méthodologie de communication participative. Cette mission a eu à retenir en concertation avec les différents partenaires, les sites suivants :

<b>Zones</b>	<b>Structures responsables</b>	<b>Domaines d'appui</b>	<b>Nombre d'animateurs</b>
<i>Elfass, Kadada, N'djamena rural</i>	DARNA (ONG)	Alphabétisation ; Crédit rural ; Agroforesterie.	3 agents 1 délégué d'antenne
Mao	ONDR	Ecodéveloppement (développement agrosilvopastoralisme) ;	8 agents 7 chefs de volets
<i>Doum Doum</i>	SODELAC	vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, éducation et santé.	4 agents
<i>Isserom</i>	SODELAC	Vulgarisation agricole ; Lutte contre l'ensablement.	3 agents
*en attente : Salamat	NAFIR (ONG)	Information-formation-organisation ; Agriculture durable ; Femme et développement ; Epargne crédit ; hydraulique	Au moins 2

## **ii - Lancement et mise en route du projet**

Le lancement du projet au Tchad a eu lieu en août 1999 au centre de formation de Darda. La cérémonie a été présidée par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, représentant le Ministre de l'agriculture, en présence du Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel (UDL) et quelques cadres du CILSS.

Ce lancement a été suivi par un atelier de formation des animateurs à la méthodologie de communication participative à tester par le CILSS.

L'atelier est une suite logique de la mission d'identification du CILSS en avril de cette année; il vise :

- 1) - à planifier avec les animateurs, le projet dans les sites d'intervention
- 2) - à donner à ces derniers les méthodes et outils de communication participative
- 3) à introduire aux participants les aspects méthodologiques de la Recherche/Action etc.

A l'issu de cet atelier, les animateurs ont présenté au CILSS, six projets de communication de près de 40 millions F CFA.

## **iii -La Recherche action au Tchad**

La recherche action aurait du commencer dès le mois d'août au Tchad, mais des problèmes de mise à disposition des fonds ont retardé cette activité jusqu'au mois de février 2000.

## **iv - Identification de projets en Mauritanie**

La Mauritanie avait été choisie comme deuxième pays participant au projet, mais pour des raisons techniques et surtout budgétaires, ce pays a été remplacé par le Burkina Faso.

## **v - Formation en méthodologie de communication participative (novembre 1999).**

Elle a été dispensée par le CEFA, le Centre d'étude de la famille africaine une institution régionale africaine spécialisée dans la formation et les études et qui est basée à Nairobi avec un bureau pour l'Afrique de l'ouest situé à Lomé et devait outiller le chargé du PCP en formation à la méthodologie de communication participative.

La formation avait quatre axes principaux.

**Axe 1 :** Constitué d'exposés (communications) cet axe était centré sur les principaux enjeux du développement, de la santé familiale et de l'environnement (GRN) ainsi que les implications qui en découlent du point de vue de la communication. Ces communications ont fait appel à des spécialistes des différents domaines concernés.

**Axe 2 :** Il concernait la formation proprement dite. Il a été question de l'analyse du processus de changement de comportement et les participants ont passé en revue

chacune des étapes fondamentales à suivre pour la mise en place d'un programme de communication.

**Axe 3** : aspects liés à la planification et l'organisation d'une activités de formation, en mettant un accent particulier sur les principes de base applicables aux adultes en situation d'apprentissage et en analysant chaque étape d'une activité de formation.

**Axe 4** : réalisation de quelques séances pratiques de formation qui ont permis à chaque participant de s'exercer comme formateur et en utilisant des contenus liés à son domaine de travail et en utilisant diverses approches de la méthodologie de formation des adultes.

Cette formation s'est bien déroulée et a renforcé les capacités d'analyse du chargé de programme.

#### **2.2.6 - Conclusion**

*De manière générale, les activités ont été menées de manière satisfaisante au niveau des différents volets de l'Unité et ont abouti à des résultats tout à fait remarquables.*

*Cette tendance sera à coup sûr plus forte et plus visible encore en 2000, année centrale dans la mise en œuvre du plan triennal et année charnière au sein du CILSS avec notamment le Sommet de Bamako.*

### **3 – RESULTAT N°3 : DES APPUIS POUR LA FORMULATION, L'ADOPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DE STRATEGIES APPROPRIÉES EN MATIÈRE D'ENERGIES DOMESTIQUES, ALTERNATIVES ET RENOUVELABLES SONT APPORTÉES AUX ÉTATS ;**

Les actions menées en 1999 dans le cadre de ce résultat n°3 du Programme Majeur GRN intéressent essentiellement les processus de formulation du PREDAS et du PRS II.

#### **3.1 - Les actions concernant le PREDAS.**

A l'issue de la rencontre de Bissau en avril 98, l'harmonisation des vues des différents acteurs du domaine des Energies Domestiques et Alternatives du Sahel était assurée et les orientations des actions à y mener ont été données permettant ainsi l'élaboration des termes de références pour la définition du Programme.

Aussi, dès le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 1999, l'Ingénieur Conseil devant assurer cette définition du Programme était identifié conjointement par le CILSS et l'Union Européenne qui finance cette étude de définition.

Parallèlement, une étude rapide de mise à niveau des informations sur les Energies domestiques dans les pays du Sahel a été confiée au Bureau d'Etude Semis de Dakar pour compléter les données disponibles depuis la rencontre d'avril 98 à Bissau.

Ces deux études, pour diverses raisons, ont connu du retard dans leur exécution par les Bureaux d'Etudes.

Le Draft de l'étude confiée à Semis a été déposé en mi-novembre 1999 tandis que celui concernant la définition du PREDAS par le Consultant Monvoie est encore attendu.

Une commission technique d'analyse et d'approbation du rapport de Semis vient de déposer les conclusions de son analyse du document qui est en cours de finalisation par Semis en tenant compte des observations et amendements apportés au document

#### **3.2 -Au niveau des actions intéressant le PRS**

La première phase de ce Programme étant terminée en décembre 1998, l'essentiel des activités de la Coordination régionale du Programme a intéressé la coordination des actions de définition du PRS II. C'est ainsi que de février à fin décembre 1999, le Coordonnateur Régional a été en contact permanent avec les experts de l'Ingénieur Conseil pour des échanges autour des orientations à donner au Dossier de Programme en tenant compte de l'expérience du PRS I. Des missions conjointes ont même été réalisées dans les pays pour expliquer aux partenaires nationaux du Programme des orientations du PRS II et principes fondamentaux de mise en œuvre retenus pour la seconde phase du Programme en tenant compte des expériences de la première phase.

Les Etats sahéliens ont apprécié positivement les efforts déployés par le CILSS en les accompagnant et leur donnant les informations pertinentes à chaque étape du processus de formulation du PRS II. Cette procédure de formulation du PRS II à l'avantage d'avoir le consensus nécessaire de tous les partenaires du Programme ; mais elle a occasionné d'important retard par rapport au planning initial du processus.

#### **4 – RESULTAT N°4 : DES OUTILS ET DES MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DES PROGRAMMES D'ACTIONS SONT DEVELOPPES ET MIS A LA DISPOSITION DES PAYS ET DES ACTEURS**

L'Unité de Suivi - Evaluation des ressources naturelles a été mise en place en avril 1999 pour faciliter l'atteinte du résultat n°4 du PMP-GRN. Pour la période 1999-2001, ce résultat n°4 est ainsi libellé : « *des outils et des mécanismes appropriés de suivi et d'évaluation des ressources naturelles sont développés et mis en œuvre par les acteurs* ».

Le plan triennal a identifié trois activités principales à réaliser pour permettre au CILSS de disposer et de mettre à la disposition des Etats membres et des acteurs de la GRN au Sahel, des outils et des mécanismes appropriés de suivi et d'évaluation des ressources naturelles. Ces activités sont :

- ❖ Aider les Etats sahéliens à développer et à rendre opérationnels des outils et des mécanismes de suivi-évaluation de leurs plans d'action de GRN-LCD ;
- ❖ Mettre en place un système fonctionnel de circulation de l'information sur l'environnement au Sahel ;
- ❖ Développer l'expertise en matière d'étude d'impact environnemental.

Le plan triennal prévoit que la dernière activité soit conduite de manière étroite avec le programme majeur formation du centre régional AGRHYMET). Pour l'année 1999 et en attendant une concertation poussée avec le PMF sur les modalités d'opérationnalisation de la troisième activité, l'unité a choisi de concentrer ses efforts sur les deux premières activités.

Il faut d'autre part remarquer que le CILSS n'est pas la seule institution qui s'intéresse aux questions de suivi-évaluation des ressources naturelles et des plans, programmes et politiques de GRN-LCD au Sahel. Par ailleurs, ce sujet est relativement neuf dans notre sous-région et exige la mobilisation de ressources et de compétences de haut niveau pour mettre au point des outils adaptés aux besoins et capacités des acteurs. C'est pourquoi, se fondant sur le principe de partenariat prôné par la CCD en matière de GRN-LCD, l'Unité a opté de coopérer étroitement avec certaines des institutions qui s'investissent sur la question, en particulier avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel, le PNUE, le PNUD/UNSO et la FAO.

Aussi, les champs de coopération privilégiée avec l'OSS sont : (i) les indicateurs de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des programmes d'action de lutte contre la désertification, (ii) la mise en place du système de circulation de l'information sur l'environnement. Quant à la coopération avec le PNUE et la FAO, le domaine identifié est celui des « critères et indicateurs de gestion durable des ressources forestières dans les zones arides d'Afrique ».

#### 4.1 - Les activités réalisées en 1999.

##### ***i. Aider les Etats sahéliens à développer et à rendre opérationnels des outils et mécanismes de suivi-évaluation de leurs plans d'actions de GRN/LCD.***

La priorité au niveau de cette activité principale a été donnée aux outils et mécanismes de suivi-évaluation des programmes d'action de LCD prescrits par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) : programmes d'action nationaux (PAN) et programme d'action sous-régional (PASR). Ces outils, si ils reflètent bien l'esprit et les principes de la CCD, peuvent être transposés et/ou adaptés aux besoins de suivi d'autres types de programmes de GRN/LCD.

Au cours du plan triennal précédent, le CILSS avait, à travers le PASP, contribué à la conception et à l'adoption par la première session de la Conférence des Parties à la CCD, d'une grille d'indicateurs de suivi et d'évaluation de la performance et de l'efficacité des processus d'élaboration des PAN-LCD. Ces deux organisations ont conjugué leurs efforts pour tester cette grille dans trois pays sahéliens : le Niger, le Sénégal et le Burkina Faso. Sur la base de ces tests, ils ont produit un guide d'utilisation de la grille que le Secrétariat de la CCD, l'UNEP et l'UNITAR ont utilisé pour élaborer le guide de rédaction des rapports nationaux des pays africains à la COP-3.

Compte tenu, de ce capital d'expérience, l'unité a opté, pour la période 1999-2001, de concentrer ses efforts sur le suivi et l'évaluation de l'impact des PAN et du PASR. Elle a, à cet égard, conçu avec l'OSS un programme de travail visant à :

- ❖ Mettre en place des dispositifs nationaux de suivi-évaluation des ressources naturelles ;
- ❖ Développer un set commun d'indicateurs d'impact qui servirait à faire des comparaisons entre les progrès accomplis par les différents pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord en matière d'application de la CCD ;
- ❖ Développer une méthodologie à mettre à la disposition des pays pour leur permettre de développer chacun des indicateurs spécifiques de suivi et d'évaluation de l'impact des actions entreprises dans le cadre de leurs PANs respectifs ;
- ❖ Aider les pays à appliquer la méthodologie mise à leur disposition et à développer leurs indicateurs d'impact spécifiques.

Ce programme qui se veut être expérimental est ouvert dans un premier temps à quatre pays : le Sénégal, le Niger, le Mali et le Burkina Faso. En fonction des résultats obtenus, il s'étendra aux autres pays membres du CILSS dans le courant de l'année 2001.

#### ***ii- . Mise en place d'un système fonctionnel de circulation de l'information sur l'environnement en Afrique de l'Ouest.***

Au départ il s'agissait de mettre en place un système propre aux pays sahéliens. Avec les progrès constatés dans l'élaboration du PASR, l'on s'est rendu compte que pour éviter des doubles emplois et duplications, il valait mieux ouvrir ce système à l'ensemble des pays couverts par le PASR-Afrique de l'Ouest qui prévoyait la mise en place d'un système similaire.

Les prévisions pour l'année 1999 étaient de jeter les bases du système par :

- ❖ Une analyse des besoins des acteurs en matière d'informations sur l'environnement de la sous-région ;
- ❖ La rédaction d'un projet de contrat entre acteurs désireux d'intégrer le système sur les conditions et modalités d'échanges d'informations entre eux (charte informationnelle) ;
- ❖ La réalisation de la maquette du système et son adoption par les acteurs ;
- ❖ La formation des acteurs devant gérer le système.

L'analyse des besoins des acteurs et le projet de charte informationnelle ont pu être réalisés. Notre partenaire (OSS-UNITAR) a aussi réalisé une première version de la

maquette. Des échanges de courriers ont permis d'améliorer la version produite par l'UNITAR, mais certains aspects méritent encore d'être améliorés. C'est dans ce sens qu'il avait été prévu dès le départ une mission à Genève au siège de l'UNITAR. Malheureusement cette mission n'a pas pu être effectuée. Dans un premier temps le responsable de l'activité a eu des problèmes de visa pour la Suisse et dans un second temps il a été difficile de trouver une période propice compte tenu de son programme, mais surtout de celui de l'expert de l'UNITAR.

#### *4.3 - Les Résultats obtenus*

Au cours de l'année 1999, les résultats suivants ont été obtenus :

- ❖ L'existence d'un set de base de 14 indicateurs d'impacts. Tous les pays couverts par le programme doivent incorporer ces 14 indicateurs dans leur système de suivi-évaluation et les suivre régulièrement, de manière à donner des informations permettant au CILSS de faire des comparaisons sur les changements intervenus dans l'état des ressources naturelles et l'évolution des politiques de GRN/LCD dans les différents pays de la sous-région. Il faut noter que l'Institut du Sahel a été associé de bout en bout aux activités ayant concouru à l'atteinte de ce résultat.
- ❖ L'existence d'une méthodologie d'élaboration d'indicateurs d'impact des PAN. Chaque pays peut, sur la base de cette méthodologie qui a été discutée avec les pays couverts par le programme, développer des indicateurs de suivi et d'évaluation des changements intervenus dans la gestion et l'état de ses ressources naturelles. L'Institut du Sahel a énormément contribué à la mise au point de cette méthodologie.
- ❖ La mise au point d'indicateurs et la détermination des modalités pratiques de leur utilisation pour le suivi de l'impact du PAN du Burkina Faso. L'opérationnalisation complète du SSE du PAN du Burkina Faso devrait intervenir avant fin juin 2000 ;
- ❖ Une maquette du système de circulation de l'information et un draft de la charte informationnelle qui doit régir son fonctionnement et sa gestion.

#### ***4.4. Effets/impacts des activités réalisées***

Les outils développés pour le suivi-évaluation de l'impact des PAN et des plans locaux de développement qui sont la traduction concrète des PAN sur le terrain ont été discutés avec les premiers responsables des ONC des quatre pays tests. Ceux-ci se sont engagés à les tester de manière à permettre leur extension aux autres pays membres du CILSS et

même de la sous-région Afrique de l'Ouest. Au 31 décembre 1999, la situation de ces outils dans les pays était la suivante :

- ❖ Le Burkina Faso a intégré ces outils dans son document de PAN et a organisé une rencontre de l'ensemble des grands producteurs de données du pays pour établir les modalités concrètes de leur utilisation. La rencontre a débouché sur l'adoption d'un programme de travail qui prévoit la mise en place définitive du SSE du PAN, y compris l'établissement d'une période de référence, avant juin 2000.
- ❖ Le Sénégal a préparé avec le CILSS et l'OSS les termes de référence d'un atelier de lancement de travaux similaires à ceux entrepris par le Burkina. L'atelier devrait adopter les outils produits par le CILSS et l'OSS et établir les modalités pratiques de leur utilisation au Sénégal.
- ❖ Le Niger et le Mali ont apprécié positivement les outils produits et sont à la recherche de moyens financiers pour les tester.

En somme, tous les pays couverts par le programme test trouvent les outils développés intéressants et adaptés à leur contexte et capacité. Ils sont par ailleurs prêts à les utiliser.

La mise en place d'un système de circulation de l'information sur l'environnement est une activité qui intéresse tous les pays de la sous-région. La réunion de lancement de la mise en place de ce système a connu la participation des ONC et des ONG de la sous-région, de même que de certains partenaires de coopération, y compris la coopération multilatérale comme l'UIT. A l'occasion de cette réunion, les participants sont allés plus loin que ce que le CILSS envisageait. Ils ont notamment demandé :

- ❖ Que le SID-SISEI sous-régional permette et facilite la mise en place de SID-SISEI nationaux et leur interconnexion ;

#### **4.5 – Acquis et faiblesses**

Pour l'essentiel, les activités menées par l'unité ont concouru à l'atteinte des résultats qui sont attendus d'elle. Toutes les activités menées ont donné un résultat précis qui a été utilisé par les activités qui suivaient. Ce qui montre, d'une certaine manière, que les activités prévues forment un tout cohérent et sont pertinentes.

Dans la conduite des activités, l'Unité a non seulement associé l'UASP mais aussi les institutions spécialisées, notamment l'INSAH pour la mise en place des outils et mécanismes de suivi-

évaluation des plans d'actions de GRN/LCD et le Centre AGRHYMET pour le système de circulation de l'information. La vision qui sous-tend une telle implication des institutions spécialisées est qu'à terme, le PMP-GRN du SE leur transfert la gestion technique de ces activités. AGRHYMET pourrait intégrer le SID-SISEI dans IRENE et l'INSAH les outils développés dans ses travaux avec les SNRA.

La mise en place d'un système fonctionnel de Suivi-Evaluation exige d'associer tous les acteurs concernés afin qu'ils s'entendent sur les objectifs du système, les aspects à suivre et les outils qui pourraient permettre une bonne représentation de ces aspects. Elle exige donc de nombreuses concertations pour lesquelles les Etats et le CILSS n'ont pas toujours prévu les ressources nécessaires. Il est important que pour les années à venir, des ressources financières plus importantes soient prévues pour ce volet.

## **ANNEXES**

### **Détail des actions menées en 1999 dans le cadre des 4 Résultats du PM/GRN**

-----000-----

**Annexe I / RI : BILAN PHYSIQUE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES 1999**

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS ANNUELLES	REALISATIONS ANNUELLES	ACTIVITES REALISEES MAIS NON PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b>Résultat R1 du PMGRN</b>  Des appuis pour la formulation et la mise en oeuvre des programmes d'actions de LCD/GRN sont apportés au niveau sous-régional et national	APPUYER L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE DES PAN	Appuyer l'élaboration des rapports nationaux à la COP-3	Participation à la consultation Secrétariat CCD / organisations sous-régionales africaines  Organisation à Ouagadougou de la réunion de briefing des ONC et des consultants chargés de les appuyer dans l'élaboration des rapports nationaux  Participation à l'atelier national de validation du rapport de la Mauritanie		L'unité n'a participé qu'à l'atelier national de la Mauritanie; les autres pays, le Mali excepté, ne l'ayant pas tenu informée des dates de tenue de leurs ateliers nationaux.  L'unité devait mettre un consultant à la disposition du Cap Vert. Pour des raisons familiales, le consultant recruté n'a pas pu rejoindre Praia et il était tard pour le remplacer par un autre.	Cette activité de l'unité a concerné tous les pays de la sous-région "Afrique de l'Ouest et Tchad".  À la date du 15 juin 1999, tous les pays avaient expédié leurs rapports nationaux au secrétariat de la CCD avec ampliation au CILSS. Les seuls pays à ne l'avoir pas fait sont : la Guinée Bissau, le Libéria et la Sierra Léone.

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS ANNUELLES	REALISATIONS ANNUELLES	ACTIVITES REALISEES MAIS NON-PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b>Résultat R1</b> du PMGRN  (Suite)	<b>APPUYER L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE DES PAN</b>	Appuyer les ONC et les ONG à travers des appuis financiers et/ou des missions d'appui pour: - l'évaluation, la consolidation et/ou la réorientation des processus PAN ; - l'organisation d'activités comme les fora nationaux et les concertations entre acteurs.	- Participation au Forum national du Tchad - Mission CILSS-UNSO en Mauritanie - Missions conjointes CILSS - CCD au Tchad et en Mauritanie. - Participation à la table ronde des partenaires du Mali sur le financement du PNAE.+ Appui financier - Appui à l'élaboration du document de PAN et à l'organisation du forum d'adoption du PAN du B.F. - Participation à la réunion des ONG à Alger et prise en charge de la participation de deux ONG sahéliennes. - participation à l'atelier de Tree Aid à Ouagadougou. - Appui financier au RIOD pour la rencontre de Ouagadougou		L'unité devait en outre participer à une deuxième réunion de l'ONG Tree Aid au Ghana. Malheureusement elle n'a pas été informée des dates de tenue de cette rencontre.	

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS ANNUELLES	REALISATIONS ANNUELLES	ACTIVITES REALISEES MAIS NON-PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b>Résultat R1</b> du PMGRN  (Suite)	<b>ELABORER ET METTRE EN OEUVRE LE PASR ET CONTRIBUER AU PAR</b>	Elaboration du rapport de la Sous-Région "Afrique de l'Ouest" à la COP-3	Elaboration des Termes de Référence et Recrutement d'un Consultant pour appuyer l'Unité dans l'élaboration du projet de rapport sous-régional  Organisation de la réunion d'adoption du rapport à Lomé  Finalisation du rapport et expédition au Secrétariat de la CCD le 31 mai 1999.	Participation à la rencontre sur l'aménagement et la protection du bassin du fleuve Niger		Dans l'élaboration de certains documents liés à des activités conduites par le CILSS, il est souhaitable d'utiliser les ressources internes plutôt que de faire appel à des consultants qui n'ont pas toujours tout le feed-back nécessaire

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS ANNUELLES	REALISATIONS ANNUELLES	ACTIVITES REALISEES MAIS NON-PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b>Résultat R1</b> Du PMGRN (Suite)	<b>ELABORER ET METTRE EN OEUVRE LE PASR ET CONTRIBUER AU PAR</b>	Adoption du document du PASR	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concertations avec la CEDEAO pour le choix des dates et les modalités d'organisation du conseil des ministres</li> <li>- Organisation de la réunion des experts et du conseil des ministres</li> <li>- Prise en compte des observations des ministres et finalisation du document.</li> <li>- Edition d'un dépliant sur le PASR ;</li> <li>- Tenue de la rencontre des 8 chefs de file des GT</li> <li>- Tenue de la rencontre du GT Eau.</li> </ul>		<p>L'impression et la diffusion du document final ont été retardées par le fait que le CILSS a dû attendre longtemps les réactions de la CEDEAO sur la version finalisée et sur l'intitulé exact à donner au document: "PASR Afrique de l'Ouest élargie au Tchad" ou "PASR des pays membres du CILSS et de la CEDEAO"</p>	<p>Le document rédigé par les experts du PASP avec l'appui de l'UNSO a été approuvé par les membres du CSRC et les Ministres Ouest-africains chargés des questions environnementales. L'équipe de rédaction s'est retirée à Bobo où elle a finalisé le document.</p> <p>Adoption du PASR par les Chefs d'ETAT en marge de leur Sommet en décembre 1999 à Lomé.</p>

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISO ANNUELLES	REALISATIONS ANNUELLES	ACTIVITES REALISEES MAIS NON-PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b>Résultat R1</b> Du PMGRN (Suite)	ELABORER ET METTRE EN OEUVRE LE PASR ET CONTRIBUER AU PAR	Formulation des projets de Villages et zones Pilotes transfrontalières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration de termes de références pour les différentes missions de formulation des projets (Sénégal-Mauritanie, Burkina - Mali, Mali-Mauritanie).</li> <li>- Transfert de ressources aux ONC pour le financement des missions.</li> <li>- Mise en forme des projets identifiés et transmission au Secrétariat de la CCD.</li> <li>- concertations diverses avec l'UEMOA, l'ALG et le S.E. de la CCD sur les projets de la région du Liptako-Gourma.</li> <li>- Lancement du projet pilote « Le Béli ».</li> <li>- Signature des protocoles d'accord et mémorandum sur les villages pilotes (CILSS/PNUD/ONC/ONG concernée).</li> </ul>		Bien que le projet ait transféré depuis novembre 1998 des ressources aux CONACILSS du Niger et de la Mauritanie pour les missions de formulation des projets dans ces deux pays, le travail n'a pas encore démarré (août 1999).	Deux projets sont déjà formulés et soumis à des bailleurs de fonds: Djoudj au Sénégal, Béli au Burkina Faso.
		Contributions au PAR	Participation à la réunion sur les systèmes de production agricole à Niamey (Coordonnateur Général des PMP).			

**Annexe 2/ R2 : Des appuis pour l'élaboration et la mise en œuvre des cadres législatifs, institutionnels et organisationnels pour une gestion participative et décentralisée des ressources naturelles sont apportés aux pays sahéliens**

ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS	REALISATIONS	EXPLICATIONS DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b><i>Appuyer la mise en place des observatoires du foncier</i></b>				
<b>DES APPUIS POUR L'ELABORATION DES CADRES LEGISLATIFS INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS POUR UNE GESTION PARTICIPATIVE ET DECENTRALISEE DES RESSOURCES NATURELLES SONT APPORTES</b>	Restitution avant projet document du BF	Finalisation avant projet document du Burkina Faso	Temporisation pour harmonisation avec initiative réseau foncier	
	Finalisation avant projet Niger	Elaboration note d'orientation pour avant projet Niger	L'activité au Niger a été retardée pour question de compréhension sur le rôle du CILSS dans la mise en place des OF	
	Finalisation avant projet Sénégal		déférée	
	Table ronde partenaires Tchad	Réalisée au Tchad		
	Elaboration plan d'action observatoire Tchad	Elaboration esquisse de plan d'action observatoire Tchad		

ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS	REALISATIONS	EXPLICATIONS DES ECARTS	OBSERVATIONS
<b><i>Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires</i></b>				
	Etudes nationales sur législation GRN et décentralisation	Réalisée ou en cours de réalisation dans tous pays sauf BF et Sénégal	Situation d'inéligibilité BF Sénégal à recevoir des fonds UDL	
	Etude problématique foncière périmètres irrigués au Mali	Réalisation de l'étude en cours au Mali, Niger, Mauritanie, Cap Vert, Tchad, Gambie  En cours de préparation (formulation protocole d'appui Mali/CILSS)	harmonisation avec US AID/Mali	
	Etude sur femme et foncier au Tchad	TDR finalisés		
<b><i>Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation</i></b>				
	Etude mise en place réseau décentralisation	Elaboration TDR et sélection chargés d'étude au niveau de tous les pays.  Réalisation de l'étude en cours au Cap Vert, BF, Mali , Sénégal		
	Forum constitutif réseau décentralisation		Activité en redéfinition	

	Atelier régional sur mobilisation des ressources locales au Sahel	Atelier réalisé (Bamako, 9-11 juin 1999)	
<b><i>Renforcer les capacités des acteurs</i></b>			
	Appui institutionnel et organisationnel aux PFP et REFESA	Missions d'appui Gambie, Mali, Cap Vert, Mauritanie, Tchad, Sénégal Rencontre diverses avec CCOF et REFESA Burkina	Guinée Bissau non couvert à cause de la situation y prévalant
	Ateliers de restitution Padlos Education au BF et Sénégal	Atelier réalisé au BF Elaboration TDR restitution au Sénégal	La restitution au Sénégal a été retardée du fait de la situation d'inéligibilité de ce pays par rapport à l'UDL
	Appui au mouvement associatif pastoral (Niger, BF, Mali, Sénégal)	Contacts avec la Chambre de l'Agriculture du Mali et le CNCR au Sénégal sur la question	
	Atelier régional Plates formes paysannes bilan et perspectives	Elaboration TDR ; atelier différé	Contexte d'élections au Niger/nécessité d'une bonne préparation
	Réunion statutaire REFESA	Réalisée	
	Appui au mouvement associatif pastoral	atelier de replanification des activités du PRASET	réalidisé
	Atelier de restitution Padlos – Education Sénégal		La restitution au Sénégal a été retardée du fait de la situation d'inéligibilité de ce pays par rapport à l'UDL

<b><i>Appui en communication des actions locales de LCD</i></b>			
Identification des sites du projet	Mission d'identification des sites et des animateurs du projet au Cap Vert et au Tchad		
Identification et formation des animateurs du projet		Le retard dans la mise en œuvre du projet est du au fait qu'il aurait dû démarrer dès le mois de janvier 1999 au Cap Vert ; mais des incompréhensions avec ce pays ont conduit au gel et à la réorientation du projet vers le Tchad.	
Elaboration de la méthodologie de communication	Elaboration de TDR pour Consultation pour l'élaboration de la méthodologie de communication participative  Récolte de documents pour la mise en œuvre du projet.		
Lancement et mise en route du projet		<b>Les fonds qui devaient être mis à la disposition du CILSS dès le mois d'août ne l'ont été que dans la première semaine de décembre 1999</b>	
Recherche action au Tchad	Les animateurs et le chargé du suivi méthodologique sont en place .		
Identification de projets en Mauritanie	Non effectué	Pour des raisons techniques et budgétaires, le choix du 2 <sup>ème</sup> pays pour la conduite du projet s'est porté sur le Burkina Faso.	
Formation en méthodologie de communication participative	Formation effectuée du 1 <sup>er</sup> au 26 novembre 1999 à Lomé		

*Annexe 3/ R3 : Des appuis sont apportés aux Etats pour la formulation, l'adoption et la mise en œuvre de stratégies et politiques appropriées en matière d'Énergies Domestiques et Alternatives*

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	ACTIVITES PREVUES POUR L'ANNEE 99	REALISATIONS DE L'ANNEE	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
R 3	<b>APPORTER DES APPUIS POUR LA FORMULATION, L'ADOPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES APPROPRIEES EN MATIERE D'ENERGIES DOMESTIQUES ET ALTERNATIVES</b>	<p><b>31</b>-Aider les Etats Sahéliens à concevoir, adopter et à mettre en œuvre une stratégie d'énergies domestiques (SED)</p> <p><b>311</b>-Lancement du processus de formulation du Projet PREDAS.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes de préfaisabilité réalisées pour l'ensemble des pays.</li> <li>- Synthèse régionale réalisée en vue d'une concertation régionale.</li> <li>- Organisation en avril 1998 de la rencontre régionale de Bissau</li> <li>- Une étude de mise à niveau des informations concernant les énergies domestiques dans l'ensemble des pays du CILSS et perspective réalisée par Semis.</li> </ul>	<p>Les lenteurs rencontrées dans la mobilisation des ressources nécessaires à la finalisation de l'étude de formulation du PREDAS expliquent le faible avancement de ce dossier.</p>	<p>Le 1<sup>er</sup> draft du document de cette étude a déjà été communiqué, analysé et adopté. Le prestataire procède actuellement aux dernières corrections avant la publication du rapport final.</p>

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	ACTIVITES PREVUES POUR L'ANNEE 99	REALISATIONS DE L'ANNEE	EXPLICATIONS DES ECARTS	OBSERVATIONS
		<p><b>32-AIDER LES ETATS SAHELIENS A CONCEVOIR ET A METTRE EN ŒUVRE UNE STRATEGIE DE PROMOTION DES ENERGIES ALTERNATIVES</b></p> <p><b>321</b>-Poursuivre la consolidation des acquis du PRS I</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démarrage en décembre 99 de l'étude de définition de l'étude du Prédas.</li> <li>- <b><i>Le draft du Dossier de Programme est encore attendu du consultant Monvoie</i></b></li>   <li>- Environ 50% des 626 pompes et 649 systèmes communautaires installés réceptionnés provisoirement sont définitivement réceptionnés en fin 1999.</li> <li>- Poursuite des réceptions définitives / environ 30% des systèmes réceptionnés en 1998-99 : Cap-Vert, Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad.</li> <li>- Consolidation des systèmes d'organisation des communautés bénéficiaires pour une gestion optimale des systèmes : Cap-Vert, Mali, Burkina-Faso, Sénégal, Niger , Tchad.</li> </ul> <p>Capitalisation des expériences par la consolidation de la base des données mise en place en 1998 : tous pays membres du CILSS.</p>	La situation socio-politique qui a prévalu à partir d'avril 99 en Guinée-Bissau n'a pas permis l'appui à ce pays pour la consolidation des acquis du PRS I.	

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	ACTIVITES PREVUES POUR L'ANNEE 99	REALISATIONS DE L'ANNEE	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
		<b>322-</b> Lancement du processus de formulation du PRS II.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démarrage étude de définition de PRS II par Gauff-Cowi en février 1999.</li> <li>- Fin mai 1999, organisation à Bamako de séminaire-atelier sur les premières conclusions de l'étude de PRS II.</li> <li>- Fin septembre 1999, dépôt du Dossier de Programme PRS II</li> <li>- Novembre 99 à fin janvier 2000 mission circulaire CILSS/GAUFF-COWIdans les pays pour finaliser le montage financier du Programme et préciser les modalités de mise en œuvre.</li> </ul>		Un retard important de l'ordre de 4 à 6 mois a été enregistré dans l'exécution du processus de définition du PRS II.

**Annexe 4/ R4 : BILAN PHYSIQUE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES 1999**

**BILAN PHYSIQUE D'EXECUTION 1999 DES ACTIVITES DE L'UNITE DE SUIVI-EVALUATION.**

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
AIDER LES ETATS SAHELIENS A DEVELOPPER ET A RENDRE OPERATIONNELS DES OUTILS ET DES MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION DE LEURS PLANS D'ACTIONS DE GRN/LCD	PROGRAMME CILSS-OSS SUR LES INDICATEURS D'IMPACT	<p><i>Organiser des réunions de sensibilisation et de programmation des activités avec les ONC du Burkina Faso, du Sénégal et du Niger</i></p> <p><i>Organiser un atelier scientifique regroupant des experts de haut niveau afin d'aider le CILSS et l'OSS à mieux préciser la démarche du projet et à élaborer, sur la base des PAN existants au Sahel et au Maghreb, un set d'indicateurs de base pour l'évaluation de l'impact des PAN.</i></p>	<p>Les trois réunions ont été organisées, mais le CILSS n'a pris part qu'aux réunions du Burkina Faso et du Niger</p> <p>L'atelier a été organisé en juin à Paris avec la participation de l'INSAH et du SE pour le CILSS, des experts de l'OSS, de la GTZ, de la Tunisie et du Maroc, ainsi que d'Italie.</p>		<p><b>Les dispositions administratives et financières n'ont pas pu être prises à temps pour permettre la participation à la réunion au Sénégal</b></p>	<p><b>Résultats obtenus :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adhésion au projet CILSS-OSS sur les indicateurs d'impact par les trois pays.</li> </ul> <p><b>Résultats obtenus :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une méthodologie pour le choix des indicateurs ;</li> <li>- Un set commun de 14 indicateurs d'impact.</li> </ul>

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
AIDER LES ETATS SAHELIENS A DEVELOPPER ET A RENDRE OPERATIONNELS DES OUTILS ET DES MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION DE LEURS PLANS D'ACTIONS DE GRN/LCD	PROGRAMME CILSS-OSS SUR LES INDICATEURS D'IMPACT	<i>Donner des appuis financiers aux ONC du Niger, du Sénégal et du Burkina Faso pour qu'ils fassent un inventaire critique des outils de suivi-évaluation utilisés dans leurs pays respectifs.</i>	Les appuis financiers ont été effectifs pour le Burkina Faso et le Sénégal.	<b>Le responsable de l'Unité a apporté des contributions techniques aux réunions et activités organisées par l'ONC du Burkina sur le suivi-évaluation : réunions de Ouahigouya, de Tenkodogo, réunions du groupe de recherche - action sur le suivi-évaluation du PAN-LCD.</b>	<b>L'OSS et le CILSS se sont concertés pour éviter les doubles financements, d'autant que tous deux ont pratiquement les mêmes bailleurs de fonds. Dans ce cadre, l'appui financier pour le Niger devait être apporté par l'OSS sur contribution de l'Italie. Des incompréhensions entre la coopération italienne et l'OSS n'ont pas permis de rendre cet appui effectif.</b>	Résultats obtenus : Seul le Burkina a pu réaliser l'inventaire des outils de SE utilisés. Le pays s'est appuyé pour cela sur le réseau mis en place dans le cadre du programme national de gestion de l'information sur le milieu.

	<p><i>Organiser un atelier sous-régional pour valider la méthodologie et le set commun d'indicateurs arrêtés par la réunion scientifique. La validation devait se faire en tenant compte de l'inventaire critique des outils de SE fait par les Etats.</i></p>	<p>L'atelier a été organisé en octobre 1999 à Paris. Chacun des pays couverts par le programme (Burkina, Niger, Sénégal, Mali, Maroc, Tunisie) était représenté par deux personnes.</p>		<p>Résultats obtenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la démarche et les indicateurs définis en juin à Paris ont été endossés par les pays présents qui se sont par ailleurs engagés à les tester.</li> </ul>
--	--	---	--	---

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
AIDER LES ETATS SAHELIENS A DEVELOPPER ET A RENDRE OPERATIONNELS DES OUTILS ET DES MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION DE LEURS PLANS D'ACTIONS DE GRN/LCD	<i>PROGRAMME CILSS-OSS SUR LES INDICATEURS D'IMPACT</i>	<i>Préparer une contribution commune OSS-CILSS au CST-3 et participer à ladite session</i>	Un dépliant a été réalisé à partir des résultats de la réunion scientifique et de la réunion régionale et le chef d'unité a pris part aux travaux du CST			<u>Résultats obtenus :</u> - réalisation d'un dépliant sur la méthodologie et le set d'indicateurs de base.
				Participation à l'atelier organisé par le SE/CCD et le CRAGRHYMET sur « systèmes d'alerte précoce et désertification »	C'est en cours d'année que le SE a été informé de l'organisation de la réunion et a décidé d'y participer, compte tenu de sa connaissance du dossier CST et du fait que la réunion était préparatoire aux travaux du CST.	Cette activité a permis une bonne préparation des OSR africaines au thème central du CST-3. La participation du SE à cette activité a été heureuse, d'autant qu'il lui est revenu la responsabilité de présenter les résultats aux travaux du CST.

	<i>Participer à l'atelier sur la facilitation de l'accès aux données sur la désertification</i>	Non réalisée.	Cette activité a été organisée par l'Union Européenne et l'Université de Sassari. Bien que les organisateurs aient pris toutes les dispositions pour la participation du chef d'unité, celui-ci n'a pas pu faire le déplacement car l'atelier se tenait aux mêmes dates que le CTG du SE.	
--	---	---------------	---	--

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
AIDER LES ETATS SAHELIENS A DEVELOPPER ET A RENDRE OPERATIONNELS DES OUTILS ET DES MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION DE LEURS PLANS D'ACTIONS DE GRN/LCD	<i>PROCESSUS D'ELABORATION DE CRITERES ET D'INDICATEURS DE GESTION DURABLE DES FORETS DANS LES ZONES ARIDES D'AFRIQUE</i>	<i>Co-organisation avec l'UNEP, la FAO et le CSE d'une réunion sur le sujet à Dakar au profit des pays membres du CILSS</i>	<i>La réunion a eu lieu en décembre 1999.</i>		<i>Le Burkina et le Cap Vert n'ont pas pu prendre part à la réunion bien que les dispositions aient été prises par l'UNEP pour rendre disponibles les billets d'avion et les frais de séjour.</i>	<u>Résultats obtenus :</u> Les services des eaux et forêts de tous les pays membres du CILSS se sont entendus sur une liste de 36 indicateurs à suivre et qui devraient permettre d'assurer une gestion durable des ressources forestières de la sous-région. Il a été demandé au CILSS d'assurer désormais la coordination de ce processus pour la région Afrique de l'Ouest et de l'intégrer dans ses programmes.

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
METTRE EN PLACE UN SYSTEME FONCTIONNEL DE CIRCULATION DE L'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL.	<i>MISE EN PLACE DU SYSTEME DANS LE CADRE DU PASR-AFRIQUE DE L'OUEST.</i>	<i>Organiser une réunion sous-régionale pour identifier et préciser les besoins en informations des acteurs du PASR</i>	<i>La réunion a été organisée en avril 1999.</i>			<u>Résultats obtenus :</u> - Identification des grands axes de contenu du système ; - Elaboration du draft de la charte informationnelle devant régir le statut et les modalités de circulation / échange de l'information environnementale entre les acteurs du PASR.
		<i>Revue préliminaire du contenu du système.</i>	<i>Non réalisée</i>		<i>La première mission prévue en juillet 1999 a été reportée en raison de difficultés rencontrées par le Chef d'unité pour avoir un visa. Par la suite, son programme et celui de l'expert de l'UNITAR n'ont pas permis de trouver une date convenable pour tous.</i>	

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
METTRE EN PLACE UN SYSTEME FONCTIONNEL DE CIRCULATION DE L'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL.	<i>MISE EN PLACE DU SYSTEME DANS LE CADRE DU PASR-AFRIQUE DE L'OUEST.</i>	<i>Organisation d'une réunion de présentation du système.</i>	Non réalisée.		<p>Cette activité est liée à la précédente. Faute d'avoir eu une entente sur le contenu du système, il était difficile d'organiser une réunion pour le présenter.</p>	
ACTIVITES DE MANAGEMENT ET ACTIVITES D'ACCOMPAGNEMENT DES AUTRES UNITES.	<i>CONTRIBUTION AUX REFLEXIONS POUR AMELIORER LE SYSTEME DE SUIVI-EVALUATION DES ACTIVITES DU CILSS.</i>	<i>Contribution aux notes d'orientation et aux outils élaborés par le conseiller technique en planification.</i>	<p>Des contributions ont été apportés à l'élaboration de la note d'orientation et aux TDR du Consultant principal en SE et à l'élaboration du Canevas de présentation des rapports aux CTG.</p>		<p>Cette activité était subordonnée aux deux précédentes activités qui, elles, n'ont pas pu être réalisées.</p>	
		<i>Participation aux séances de travail organisés par le CT/Planification avec le consultant.</i>	<p>Le chef d'unité a eu trois séances de travail avec le consultant.</p>			

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATION S HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
ACTIVITES DE MANAGEMENT ET ACTIVITES D'ACCOMPAGNEMENT DES AUTRES UNITES.	<i>APPUI A L'UNITE D'APPUI AUX STRATEGIES ET POLITIQUES DE GRN/LCD.</i>	<i>Elaboration des rapports nationaux et du rapport sous-régional à la COP-3.</i>	<p><b>Participation à la réunion des organisations sous-régionales (OSR) africaines organisée par le SE/CCD à Genève pour élaborer la méthodologie et les TDR des consultants pour la rédaction des rapports nationaux</b></p> <p><b>Organisation de la réunion sous-régionale de restitution des conclusions de la réunion de Genève.</b></p> <p><b>Elaboration des TDR du Consultant chargé d'élaborer le rapport sous-régional.</b></p>			<p><b>Résultats obtenus :</b>  <b>L'existence d'un modèle de termes de référence et d'une méthodologie pour la rédaction des rapports nationaux.</b></p> <p><b>Résultats obtenus :</b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adaptation de la méthodologie au contexte de l'Afrique de l'Ouest.</li> <li>- Le CILSS s'est positionné, même aux yeux des pays non membres, comme le principal centre de liaison pour la mise en œuvre de la CCD en Afrique de l'Ouest.</li> </ul> </p>

ACTIVITES	SOUS - ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	REALISATIONS HORS PROGRAMME	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
ACTIVITES MANAGEMENT ET ACTIVITES D'ACCOMPAGNEMENT DES UNITES.	DE AUTRES	<i>Elaboration des rapports nationaux et du rapport sous-régional à la COP.</i> 3. <i>APPUI A L'UNITE AUX STRATEGIES ET DE POLITIQUES GRN/LCD.</i>	<i>Suivi du Consultant chargé d'élaborer le rapport sous-régional et finalisation du rapport.</i>			<u>Résultats obtenus :</u> <u>Un rapport sous-régional qui a été positivement apprécié par les points focaux CCD de la sous-région lors de la réunion d'adoption du PASR.</u>
			<i>Contributions à l'élaboration et à la mise en œuvre du PASR.</i>	<i>Participation à la rédaction du document PASR et à l'organisation de la réunion ministérielle d'approbation.</i>		<u>Résultats obtenus :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'existence d'un PASR – Afrique de l'Ouest.</li><li>- Existence d'outils pour le suivi - évaluation du PASR.</li></ul>